



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

→ fc  
- cw  
→ DES  
f

## PRÉFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : Madame LE PAPE  
☎ 04.91.15.61.56.  
ILP/BN  
N° 2000-331/111-2000 A

16 / 11 / 2000

### ARRÊTÉ

Imposant des prescriptions complémentaires  
à la Société INDUSTRIELLE DE MUNITIONS  
ET TRAVAUX (S.I.M.T.)  
à SAINT-MARTIN-DE-CRAU

LE PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE, ALPES, CÔTE D'AZUR,  
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

VU le Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1er,

VU la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 sur l'Eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié, et notamment son article 18,

VU l'arrêté n° 94-111/79-1993 A du 7 Avril 1994 imposant des prescriptions complémentaires  
à la Société **INDUSTRIELLE DE MUNITIONS ET TRAVAUX** à **SAINT-MARTIN-DE-CRAU**,

VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement du  
4 Juillet 2000,

VU l'avis de Madame la Sous-Préfète d'ARLES du 4 Septembre 2000,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 4 Octobre 2000,

.../...

**CONSIDÉRANT** la nature de l'activité exploitée par la Société INDUSTRIELLE DE MUNITIONS ET TRAVAUX (S.I.M.T.) sur son site de SAINT-MARTIN-DE-CRAU et les risques qu'elle génère,

**CONSIDÉRANT** qu'en dépit d'observations réitérées de l'Inspection des Installations Classées, diverses prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé demeurent non respectées ou incomplètement prises en compte,

**CONSIDÉRANT** par suite qu'il convient d'imposer à l'exploitant certaines prescriptions complémentaires et de lui assigner des délais stricts pour la mise en conformité de ses installations ; que tel est l'objet du dispositif ci-après,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches du Rhône,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La Société INDUSTRIELLE DE MUNITIONS ET TRAVAUX implantée au lieu-dit "La Carougnade", Route d'Aureille - 13310 SAINT-MARTIN-DE-CRAU devra se conformer strictement aux prescriptions techniques de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-111/79-1993 A du 7 Avril 1994 dont certaines dispositions sont complétées par le présent arrêté.

### **ARTICLE 2**

Les paragraphes suivants de l'arrêté préfectoral susvisé sont complétés comme suit :

#### **§ 3.2.2 - Dépôts permanents**

Le merlon entourant chaque dépôt sera maintenu en toute circonstance à une hauteur qui ne sera jamais inférieure à la hauteur de sécurité définie dans l'étude de danger ou les études de sécurité du site.

Chaque merlon sera façonné et aménagé correctement afin de s'intégrer dans le paysage.

#### **§ 6.3.2 - Eaux souterraines**

Parmi les paramètres représentatifs ayant pu entrer en contact avec l'eau, le mercure, le plomb et l'étain seront à surveiller tout particulièrement. Le résultat des analyses annuelles sera transmis sans délai à l'Inspection des Installations Classées.

#### **§ 4.1.3 - Gardiennage - Clôture du site**

Afin de prévenir les vols de munitions ou d'explosifs, le site sera efficacement gardienné en dehors des heures de fonctionnement par du personnel qualifié ou par un système de détection d'intrusion déclenchant une alarme avec report téléphonique chez une personne nommément désignée par l'exploitant ou auprès d'un organisme de surveillance habilité chargé d'alerter les forces de police.

L'enceinte périphérique du site devra être maintenue fermée en toute circonstance, le portail verrouillé y compris pendant les heures d'activité.

L'accès de toute personne non explicitement autorisée par l'exploitant ne sera possible qu'après reconnaissance au moyen d'un système ad hoc (interphone, vidéo, ...).

Un registre sera ouvert et paraphé par les visiteurs ; il indiquera les nom, prénom et qualité du visiteur, ses heures d'arrivée et de départ. Il sera tenu en tout temps à la disposition de l'Inspection des Installations Classées et des autorités compétentes en matière de protection des travailleurs et de sécurité pyrotechnique.

#### **§ 10.2 - Parc à ferraille**

Les objets métalliques récupérés en vue de leur valorisation seront stockés sur une aire parfaitement délimitée, bordée de végétation persistante principalement sur les faces visibles depuis l'extérieur du chantier.

Les véhicules, engins et autres matériels non nécessaires au fonctionnement de l'installation seront évacués vers des installations autorisées à cet effet.

### **ARTICLE 3 - DÉLAI DE MISE EN CONFORMITÉ A L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION INITIAL ET AU PRÉSENT ARRÊTÉ**

Les délais mentionnés ci-après courent à compter de la parution du présent arrêté :

§ arrêté	Mise en conformité	Délai
3.2.2	Aménagement des merlons Façonnage et remise en état	3 mois
	Rehausse des merlons	Dès parution de l'étude de danger
4.1.3	Gardiennage – Alarme	3 mois
4.1.4	Fermeture du site	Immédiat
	Dispositif de contrôle d'entrée et registre	6 mois
6.3.2	Eaux souterraines – 1 <sup>ère</sup> analyse à faire	3 mois
10.2	Parc à ferraille	6 mois
10.3*	Nettoyage général et débroussaillage pour prévenir les risques de propagation d'incendie	6 mois

\* Disposition de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94-111/79-1993 A du 7 avril 1994.

### **ARTICLE 4**

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

a) du livre du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 Juillet 1913 sur les mesures de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) du décret du 14 Novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

#### **ARTICLE 5**

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

#### **ARTICLE 6**

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

#### **ARTICLE 7**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

#### **ARTICLE 8**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 9**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- La Sous-Préfète d'ARLES,
- Le Maire de SAINT-MARTIN-DE-CRAU,
- Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
- ✓ - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- Le Directeur Régional de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental de l'Équipement,

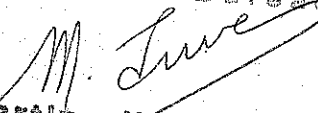
- Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours,

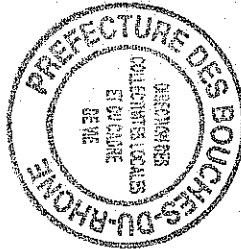
et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 modifié.


MARSEILLE, le 16 NOV 2000

POUR COPIE CONFORME  
par délégation  
Le Chef de Bureau.

  
Martine INVERNION



Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

  
Emmanuelle BERTHIER